

# Une seule solution pour tous les réfugiés: la fin du sionisme !

Commémoration des massacres de Sabra et Chatila

Comité Action Palestine

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue

et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation.

Du 15 au 18

septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de

Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et

méthodiquement massacrés par l'armée israélienne sous commandement d'Ariel

Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes

mais les chiffres, faute d'enquête indépendante, apparaissent très en deçà de

la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l'histoire de leur

voile de mensonges. L'intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu

pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de l'OLP. Mais dès

le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l'OLP avaient quitté Beyrouth.

L'objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les

sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens

pour les éloigner davantage de la terre de Palestine et faire

du droit au  
retour un droit totalement illusoire. Il fallait avant tout de  
briser toute  
capacité et velléité de résistance des réfugiés palestiniens  
contre l'occupant  
sioniste.

Sabra et Chatila n'est malheureusement qu'un épisode dans le  
plan  
sioniste d'annexion et de judaïsation de toute la Palestine.  
L'ère des  
massacres commence dès la création de l'Etat d'Israël. Pour ne  
citer que les  
plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de  
Qibia (1954), de  
Jenine (2002) ou de Gaza (2009 et 2014). L'Etat d'Israël a été  
édifié sur la  
Nakba, cette « grande catastrophe » pour les Palestiniens :  
500 villages furent  
rasés de la carte, les terres expropriées et 800000  
Palestiniens forcés à  
l'exil. Des années d'errance, des décennies dans des camps,  
niés de tous et  
privés de tous les droits, ils sont et restent le symbole de  
la politique  
d'épuration ethnique conduite par le colonialisme juif en  
Palestine. Les  
réfugiés palestiniens sont actuellement plus de 7 millions et  
constituent plus  
d'un tiers de l'ensemble des réfugiés dans le Monde. Depuis  
plus de 70 ans, ils  
attendent toujours l'application de leur droit au retour dans  
leurs foyers,  
reconnu par l'ONU en 1948 ! Qui mieux qu'eux symbolise l'exil  
et l'errance des  
peuples? Pourtant qui parle d'eux ? Qui exige que justice soit  
rendue ?

Tous les Palestiniens le savent, tous les Palestiniens le disent, réfugiés ou non, la seule manière pour faire valoir leurs droits est la résistance. L'entité sioniste, soutenue par l'administration américaine, tente coûte que coûte de poursuivre son plan colonial et de rayer la Palestine de la carte. Mais déclarer al-Quds (Jérusalem) capitale de l'Etat colonial, amplifier la « judaïsation » de la ville sainte, annexer le Golan, assassiner et emprisonner au quotidien des Palestiniens de tous âges, vouloir faire disparaître l'UNRWA (Office des Nations Unis pour les Réfugiés Palestiniens), faire pression sur les Etats arabes pour qu'ils « nationalisent » les réfugiés palestiniens, ne permet en rien d'effacer le destin probable d'Israël : sa disparition. Même si les résultats des récentes élections en Israël ne changeront rien à court terme pour les Palestiniens, ils montrent que le régime colonial est miné par ses contradictions internes. La guerre serait, comme de coutume, son seul échappatoire. Le renforcement de la résistance armée à Gaza et au Liban, de la résistance populaire dans toute la Palestine et dans les prisons de l'occupant, les échecs des Occidentaux en Syrie et au Yémen, rendent pourtant bien illusoire cette option. Les jours du sionisme en Palestine semblent comptés.

Ainsi malgré toutes ses souffrances et ses martyrs, depuis

plus de  
soixante-dix ans, le peuple palestinien est toujours debout,  
résistant contre  
l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous  
indique la voie à  
suivre. En exil, les réfugiés gardent l'intime conviction que  
leur retour dans  
leurs foyers en Palestine est proche. Si  
Septembre est un mois noir pour les Palestiniens, celui des  
massacres contre  
son peuple en 1970 en Jordanie et 1982 au Liban, c'est aussi  
celui de l'espoir  
avec le déclenchement de la deuxième Intifada, il y a presque  
20 ans  
maintenant.

Nous, membres du Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés  
pour  
réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir leur lutte  
jusqu'à la  
victoire de la résistance et la satisfaction des  
revendications légitimes :

\* La condamnation du sionisme comme mouvement politique  
colonialiste  
et raciste.

\* Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple  
palestinien et à  
son combat pour son autodétermination et son indépendance  
nationale.

\* La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les  
réfugiés chez eux.

\* La libération de tous les résistants emprisonnés et de  
Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne  
détenu depuis 35 ans dans les geôles de l'Etat français, alors

qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.

Photo: Comité Action Palestine (Beyrouth, commémoration des massacres de Sabra et Chatila, le 19 septembre 2019)